

L'élection municipale annulée à Istanbul

## Dérives autoritaires d'Erdoğan



Recep  
Tayyip  
Erdoğan,  
président de  
la  
Turquie. ©  
D. R.

**La défaite d'Istanbul constitue pour le parti islamo-conservateur turc une défaite très symbolique, car c'est dans cette ville que l'actuel président a commencé véritablement sa carrière politique.**

Le haut-comité électoral de Turquie (YSK) a fait marche arrière et a annulé les résultats de l'élection locale à Istanbul, organisée fin mars et où l'opposition avait gagné face au candidat du parti au pouvoir, dont est issu le président Recep Teyyip Erdoğan, qui est derrière ce coup de force dénoncé par le maire déchu de son mandat, Ekrem Imamoglu (48 ans). Ce dernier s'est rendu dans la capitale Ankara pour discuter avec le responsable de son parti CHP (social-démocrate), Kemal Kiliçdaroglu, et la dirigeante du parti İyi (droite), Meral Aksener. La décision d'annuler le scrutin et d'ordonner la tenue d'un nouveau vote a été prise à l'issue d'une réunion de l'YSK à Ankara pour examiner un "recours extraordinaire" présenté par l'AKP à la mi-avril. Le nouveau scrutin se tiendra le 23 juin, a indiqué l'YSK dans un communiqué. Selon Anadolu, sept membres de l'YSK ont voté pour l'annulation du scrutin et quatre contre. D'après les médias, la décision est notamment motivée par le fait que les scrutateurs dans certains bureaux n'étaient pas des fonctionnaires comme le stipule la loi. Lors des élections du 31 mars, le candidat de plusieurs partis d'opposition, Ekrem Imamoglu, avait battu celui de l'AKP, l'ex-Premier ministre Binali Yildirim, avec moins de 13 000 voix d'avance, un écart infime à l'échelle de la mégapole turque.

Mais derrière ces justifications, il y a la pression du président turc, qui mène une guerre sans merci contre ses opposants depuis le putsch avorté de juillet 2016, en muselant la presse privée et en emprisonnant politiques et

journalistes. Pour M. Imamoglu, qui a remporté l'élection du 31 mars en dépit de conditions de campagne largement déséquilibrées en faveur de son opposant, l'annulation du scrutin sonne comme un coup de massue. Plusieurs milliers de ses partisans ont manifesté dans la nuit de lundi à mardi à Kadiköy, un district de la rive asiatique d'Istanbul, contre la décision de l'YSK de renouveler l'élection. Pour le cabinet d'analyse Soufan Center, interrogé par l'AFP, "la récente ingérence dans les élections est un signal clair (...) qu'Erdogan est déterminé à atteindre un pouvoir absolu quel que soit le prix". Réagissant à cette décision de l'YSK, l'Union européenne a exhorté lundi les autorités turques à permettre à des observateurs internationaux de surveiller le nouveau scrutin en juin. "La décision du haut-comité électoral de déclarer invalide le résultat des élections locales d'Istanbul et d'ordonner un nouveau scrutin n'est pas transparente et est incompréhensible pour nous", a réagi dans un communiqué le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas.

**Lyès Menacer**